LA TORTURE EN SYRIE : UNE POLITIQUE GOUVERNEMENTALE

ENTRETIEN AVEC RADWAN ZIADEH, opposant syrien exilé aux États-Unis
et fondateur du Centre d'études des droits de l'homme de Damas³.

Le recours à la torture fait-il partie d'une stratégie délibérée de la part du régime syrien ?

Oui, la torture est en fait un instrument utilisé par les autorités pour répandre la peur au sein de la population. Les violences en cours subies par les manifestants en apportent la preuve. Des militants et leurs proches sont enlevés et torturés. Dans certains cas, les forces de sécurité torturent les personnes à mort, avant de remettre leur corps portant des marques de sévices à leur famille, comme cela a été le cas du jeune militant Ghiath Matar. La torture en Syrie peut aussi être employée pour soutirer aux victimes des informations et des dénonciations à propos d'autres manifestants. Le régime syrien mène en fait une guerre contre son propre peuple qui réclame la liberté et la dignité.

Quelles catégories de population sont principalement visées ?

C'est toute la population qui est victime de la répression. En plus des hommes, y compris des individus handicapés, au moins 183 mineurs et plus de 150 femmes ont été tués par les forces de sécurité depuis le début du soulèvement en mars 2011. Par exemple, le 29 avril 2011, Hamza al-Khatib, un jeune garçon de 13 ans, a disparu. Il était originaire de Jiza, un village situé dans la province de Daraa au sud du pays, où le mouvement de contestation a commencé après l'arrestation de lycéens qui avaient simplement inscrit des graffitis critiquant le pouvoir en place, sur un mur. Hamza a été arrêté lors d'une manifestation et n'a plus été revu jusqu'à ce que son corps mutilé, avec le pénis sectionné, soit remis à sa famille des semaines plus tard. Il est devenu un symbole de la révolte contre Bachar al-Assad.

De même, le docteur Sakher Hallak, un médecin éminent qui travaillait à Alep et n'avait pas participé aux manifestations ou aux réunions antigouvernementales, a été torturé et mutilé. Les forces de sécurité l'ont arrêté le mercredi 25 mai 2011. Le vendredi, elles ont interrogé sa femme et sa fille et leur ont assuré que tout allait bien se passer et que Sakher serait libéré le samedi suivant. Ce jour venu, on a dit à son épouse qu'il devait être sur le chemin du retour, mais qu'il devait faire un arrêt au tribunal pour signer quelques documents. Le samedi soir, la police a appelé sa famille pour annoncer qu'il y avait un corps à la morgue qui était peut-être celui de Sakher. Et en effet, c'était bien celui du médecin. Son corps présentait de nombreuses blessures, indiquant l'emploi de la torture, et les empreintes de quatre types de bottes différents. Ses yeux et son pénis étaient mutilés. Tous ses os étaient brisés. Il est mort par étranglement. Il portait des traces de corde sur ses doigts, ce qui suggère qu'il a essayé d'enlever les liens autour de son cou. À la morgue, des membres des forces de sécurité ont dit à ses proches qu'ils n'avaient jamais détenu le médecin, mais qu'ils avaient retrouvé son corps dans la rue. Et ils ont ensuite refusé de leur rendre la dépouille pour l'enterrement tant que les proches n'avaient pas accepté leur version des faits, version qu'ils ont fait publier dans un journal en citant la famille. Après, ils ont enveloppé son corps dans de la gaze, comme une momie, en veillant à ce que seuls son visage avec les yeux fermés et ses pieds soient visibles pour éviter des photos compromettantes. Ils n'ont pas autorisé les membres de sa famille à rester seuls avec le corps. Ils ont aussi empêché ses proches de se rendre à ses funérailles. Ils ont utilisé leur propre véhicule pour transporter le corps au cimetière et ils se sont assurés qu'aucun cliché ne soit pris jusqu'à ce qu'il soit enterré.

Est-ce que l'utilisation de la torture a changé depuis le soulèvement ?

La torture était employée en Syrie bien avant. Le Comité contre la torture de l'ONU*, qui a rendu son premier rapport sur la situation dans le pays en mai 2010, a déclaré que les différentes branches des forces de sécurité en Syrie avaient recours à la torture de manière quotidienne et a fait état des « allégations nombreuses, persistantes et cohérentes concernant le recours systématique à la torture par les fonctionnaires chargés de l'application de la loi et des enquêtes, à leur instigation ou avec leur consentement, en particulier dans les lieux de détention ». Cela a été le quotidien des Syriens pendant près de quarante-sept ans, mais récemment, la torture s'est considérablement intensifiée et les atrocités exercées contre le peuple sont beaucoup plus répandues, comme couper les bras, sectionner les parties génitales, arracher les ongles des enfants, utiliser des décharges électriques... Ces méthodes sont nombreuses et envoient à la population le message suivant : « Nous ne faisons preuve d'aucune tolérance vis-à-vis des personnes qui rejoignent le mouvement de protestation ».

Ces méthodes de torture atroces sont-elles nouvelles en Syrie ?

Elles étaient déjà utilisées avant le soulèvement, mais seulement de manière isolée. À présent, elles sont employées systématiquement et par l'ensemble de l'appareil de sécurité syrien. Pour ne vous donner qu'un exemple de la façon dont les agents des forces de l'ordre traitent le peuple en Syrie, il y a maintenant malheureusement plus de 18 cas avérés de viols contre des femmes dans la ville de Homs. Nous n'avions jamais entendu parler de pratiques pareilles avant la contestation. Cette technique de torture est principalement utilisée à Homs, car ce lieu est maintenant le foyer de la rébellion. Mais nous allons peut-être entendre parler de cas semblables dans d'autres villes à l'avenir.

Pourquoi violer des femmes ?

L'objectif, c'est de les humilier et surtout d'inciter les militants et les proches des victimes qui participent au soulèvement à se livrer aux autorités. Le viol sert également à aggraver la situation, en encourageant les manifestants à prendre les armes pour se défendre. Ensuite, les forces de sécurité pourront prétendre qu'il ne s'agit plus d'une protestation pacifique mais d'une protestation armée, et qu'elles doivent protéger l'état de droit et garantir la sécurité. À mon sens, cette démarche s'est soldée par un échec puisqu'elle a, dans les faits, donné aux Syriens du courage et plus de foi dans l'idée qu'ils doivent continuer leur lutte jusqu'à ce que le régime s'effondre.

Mais ils commencent à prendre les armes, n'est-ce pas ?

Oui, certains personnes le font pour se défendre ainsi que leur famille. C'est bien sûr légitime quand des gens se font assassiner, des femmes se font violer et des enfants se font tirer dessus.

Les forces de l'ordre responsables des actes de torture sont-elles les mêmes que celles qui sévissaient avant le soulèvement ?

Le régime de Bachar al-Assad s'appuie toujours sur les mêmes groupes d'individus qui utilisent les mêmes méthodes. Tous les agents des forces de sécurité disposent de l'immunité selon le droit syrien. Ils ne sont jamais tenus responsables ou poursuivis pour les exactions qu'ils commettent. Et comme le Conseil de sécurité des Nations unies ne saisit pas la Cour pénale internationale* au sujet des crimes contre l'humanité perpétrés actuellement en Syrie, leurs auteurs bénéficient aussi de l'immunité au niveau international.

Pensez-vous que le régime veut cacher son recours massif à la torture ou, au contraire, le faire connaître à tout le monde ?

Il veut que les cas de torture soient connus et servent d'avertissement aux citoyens. C'est pourquoi les agents des services de sécurité appellent les familles pour qu'elles viennent à l'hôpital chercher le corps de leur parent, montrant clairement les traces des sévices infligés durant la détention.

Mais dans certains cas, comme celui de Sakher Hallak, les forces de l'ordre essaient de dissimuler leur responsabilité dans la torture et la mort des victimes.

À présent, elles ne s'en cachent plus, même si elles ne l'admettent pas officiellement. Elles ont ainsi fait savoir à la famille de Giath Matar qu'elles l'avaient tué et, quand elles ont arrêté des militants dans le même quartier ou dans la même ville, elles ont annoncé à leurs parents qu'elles leur rendraient leur fils ou leur fille dans le même état, pour semer la terreur.

Comment expliquez-vous que, malgré la torture, les Syriens continuent de manifester ?

Ils pensent que s'ils arrêtent, il devront faire face à encore plus de massacres et de crimes contre l'humanité. Manifester est la seule démarche qu'ils connaissent pour mettre un terme à ces pratiques, pour forcer Bachar al-Assad à renoncer au pouvoir et à démissionner et pour amorcer une transition démocratique.

Considérez-vous que le contexte politique et social du soulèvement actuel est différent de celui du massacre perpétré à Hama en 1982 ?

Oui, c'est très différent. À Hama, les forces de l'ordre avaient utilisé des armes dès le premier jour et avaient assassiné des personnes de façon ciblée. De plus, aujourd'hui, les manifestations ne sont pas concentrées dans une seule ville, elles se sont propagées dans tout le pays, à Homs, à Deir Ezzor, à Damas, à Hama, à Deraa... Enfin, la réaction de la communauté internationale n'est pas la même non plus, car le soulèvement actuel en Syrie intervient après les révolutions tunisienne, égyptienne et libyenne, dans un contexte régional différent. Ce sont les raisons pour lesquelles il n'y a personne pour croire le discours des autorités selon lequel les manifestants sont armés et islamistes ainsi que tous les autres mensonges de ce genre relayés par les médias syriens. Les réseaux sociaux jouent d'ailleurs un rôle très important pour faire savoir ce qui se passe en Syrie et documenter tous ces crimes commis par le régime qui n'autorise pas les journalistes étrangers à se rendre sur son territoire.

En Tunisie et en Égypte, il y a eu de nombreuses défections au sein de l'armée. Comment expliquez-vous qu'en Syrie, peu d'officiers supérieurs et de membres importants de l'appareil de sécurité aient rejoint le mouvement de révolte ?

Dans ces deux pays, l'armée est une armée professionnelle et non une milice au service du chef de l'État. En Tunisie par exemple, les militaires ont refusé d'ouvrir le feu sur les manifestants et ont forcé le président à démissionner alors qu'en Syrie ils s'en prennent au peuple.

Si le régime de Bachar al-Assad tombe et est remplacé par un régime démocratique, quelle est la stratégie à suivre pour révéler la vérité sur les exactions et rendre justice aux victimes de la répression ? Préconisez-vous le recours à la justice pénale internationale ou à un mécanisme de justice transitionnelle au niveau national ?

Bachar al-Assad devrait être déféré devant la Cour pénale internationale pour répondre de tous ses crimes. C'est très important pour les Syriens. En parallèle, après la chute du président, nous devrions mettre en place une commission nationale pour la vérité et la réconciliation, c'est-à-dire un mécanisme de justice transitionnelle comme ceux établis dans les pays d'Amérique latine et au Maroc. Ce processus est nécessaire pour mettre un terme à la vengeance et briser le cycle de la violence.

Entretien réalisé par Hélène Legeay le 3 octobre 2011.

[1] Hafez al-Assad, le père de Bachar al-Assad, a pris le pouvoir à la suite d'un coup d'État en 1970 et l'a gardé jusqu'à sa mort en juin 2000.

[2] La famille Assad est issue de la minorité chiite musulmane des Alaouites, qui représentent environ 10% de la population en Syrie.

[3] Damascus Center for Human Rights studies (DCHRS), <http://www.dchrs.org/english/news.php?aboutus>.